

Tendances conjoncturelles

2^{ème} trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

L'activité économique confirme son amélioration

L'amélioration observée au premier trimestre se vérifie et se renforce au deuxième trimestre.

Ainsi, la consommation des ménages confirme sa bonne tenue, comme en témoigne la reprise de la croissance des crédits à la consommation. De son côté l'investissement des entreprises, après avoir montré des signes de ralentissement au trimestre précédent, repart à la hausse.

Le commerce extérieur enregistre de bons résultats sur le trimestre, porté en outre par le dynamisme des importations de produits manufacturés.

Sur le plan sectoriel, le constat est également positif. L'activité touristique s'inscrit en hausse, marquée par la venue de croisiéristes américains sur l'archipel. Quant à l'activité de la pêche, elle évolue favorablement, soutenue par l'accroissement des prises de la pêche industrielle.

L'indice des prix à la consommation, quant à lui, voit son rythme de croissance ralentir légèrement ce trimestre.

Le marché de l'emploi reste dynamique avec une forte croissance des offres d'emploi. Néanmoins, après avoir enregistré une amélioration continue au cours des 22 derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi se dégrade au cours du deuxième trimestre.

REPRISE DE LA CROISSANCE CANADIENNE

Le produit intérieur brut réel a augmenté de 0,5 % en juin, après cinq baisses mensuelles consécutives. La hausse a été généralisée et principalement attribuable au secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (+3,1 %). Dans une moindre mesure, les secteurs du commerce de gros (+1,0 %), de la finance et des assurances (+0,7 %) ont également participé à cette évolution. Seules la construction (-0,6 %) et les administrations publiques (-0,2 %) ont reculé en juin.

L'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 1,0 % en juin sur un an (après +0,9 % en mai). Les prix plus faibles de l'énergie (-9,0 %) ont continué d'atténuer la hausse de l'IPC. Sans l'énergie, l'IPC a progressé de 2,1 % sur un an. Les prix de sept des huit composantes principales ont augmenté, la hausse étant principalement attribuable aux prix plus élevés des aliments (+3,4 %). L'accroissement des prix de la viande (+6,6 %), des fruits frais (+3,3 %) et des produits laitiers (+2,5 %) a contribué le plus à cette hausse. Au niveau régional, les provinces atlantiques ont toutes enregistrées une légère progression de leur IPC, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard qui connaît une tendance baissière depuis 7 mois.

Le taux de chômage s'est maintenu à 6,8 % au Canada à la fin du mois de juin. L'emploi a pour sa part augmenté de 176 000, soit une hausse de 1,0 %, provenant entièrement de la croissance du travail à temps plein. À l'échelle provinciale, l'emploi au Nouveau-Brunswick a reculé pour le deuxième mois consécutif. En juin, le taux de chômage dans la province a augmenté de 1,2 point de pourcentage pour atteindre 10,8 %. A contrario à Terre-Neuve-et-Labrador, le taux de chômage a baissé de 1,5 point de pourcentage pour s'établir à 12,3 %.

Source : Statistiques Canada

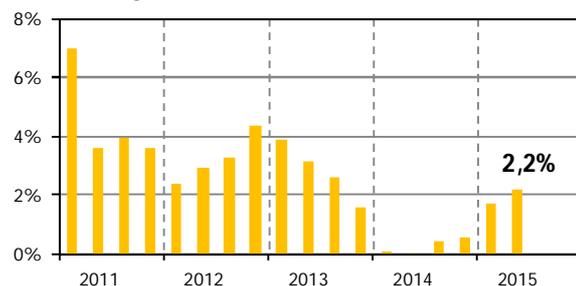
Léger ralentissement de la hausse des prix

L'indice des prix à la consommation voit son rythme de croissance légèrement ralentir au deuxième trimestre (+0,5 % contre +0,6 % au trimestre précédent). Cette évolution s'explique par une hausse plus contenue des prix des produits alimentaires (+0,9 %) et des services (+0,4 %) par rapport au premier trimestre. De leurs côtés, les prix de l'énergie s'inscrivent à nouveau en repli même si la baisse reste moins importante (-0,2 % contre -1,8 % au premier trimestre). Quant aux prix des produits manufacturés, ils repartent en légère hausse (+0,3 %).

En glissement annuel, la tendance haussière observée depuis le début de l'année se confirme au deuxième trimestre (+2,2 %). Les coûts plus élevés des aliments (+4,0 %) et des services (+2,6 %) expliquent cette évolution. À l'exception des prix de l'énergie (-1,4 %), l'ensemble des composantes principales de l'IPC ont augmenté.

Indice des prix à la consommation

(en glissement annuel des données trimestrielles)



Source : Préfecture

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi

À la fin du mois de juin 2015, le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 284 personnes (DEFM catégories A et B¹).

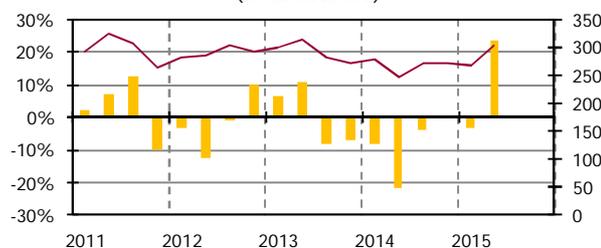
L'indicateur de chômage² de l'archipel s'établit ainsi à 8,9 % pour le deuxième trimestre 2015 contre 7,0 % à la même période en 2014.

Après cinq trimestres consécutifs d'orientation favorable, le deuxième trimestre 2015 est marqué par une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi (+13,6 %, CVS). La progression sur un an est plus prononcée (+23,6 %, CVS) en raison du niveau relativement bas enregistré à la même période en 2014.

Le nombre d'offres d'emploi, de son côté, s'accroît fortement sur le trimestre (+23,7 %, CVS). Ainsi 138 offres ont été enregistrées, principalement pour des emplois temporaires, allant de 1 à 6 mois (56,5 % des offres). Parallèlement 88 offres ont été pourvues au cours du trimestre (50,0 % d'emplois temporaires).

Demandeurs d'emploi - DEFM A et B

(en données CVS)



Source : DCSTEP, CVS Iedom

Confirmation de l'amélioration de la consommation des ménages

Les importations de produits alimentaires enregistrent leur sixième trimestre consécutif d'augmentation (+2,3 %, CVS). En glissement annuel la tendance haussière se confirme (+13,3 %, CVS) mais est à nuancer, du fait de l'accroissement des prix des produits alimentaires au Canada et de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar canadien au cours de l'année écoulée (-9,2 % entre les mois de juin 2014 et 2015).

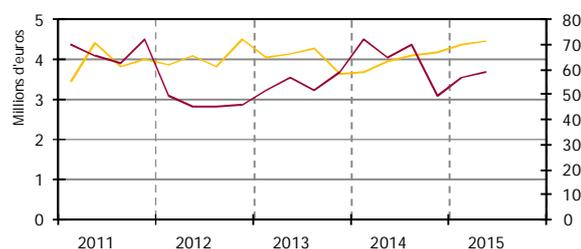
Après le net repli enregistré au quatrième trimestre 2014 (-29,7 %, CVS), les ventes de véhicules de tourisme poursuivent leur progression entamée depuis le début de l'année, bien qu'à un rythme moindre qu'au trimestre précédent (+3,8 % contre +14,7 %, CVS). Néanmoins, les ventes sont pour le troisième trimestre successif en recul par rapport à l'année précédente (-9,8 %, CVS).

Les crédits à la consommation reprennent leur progression au deuxième trimestre 2015 (+2,1 %), après la baisse enregistrée au cours du trimestre précédent (-4,4 %). Sur un an l'activité de crédit à la consommation continue sa progression (+0,7 %), bien qu'à un rythme moins soutenu qu'au premier trimestre (+3,6 %).

Après une légère dégradation enregistrée en début d'année, les indicateurs de vulnérabilité des ménages se stabilisent au deuxième trimestre. Le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire passe ainsi de 12 à 13. Par ailleurs, aucune décision de retrait de carte bancaire n'a été recensée. Les incidents de paiement sur chèque s'établissent pour leur part à 24.

Importations des biens destinés aux ménages

(en données CVS)



Sources : Douanes, Préfecture CVS Iedom

¹ Les chiffres communiqués par la DCSTEP tiennent compte du chômage au sens de la définition de Pôle emploi pour les catégories A et B, puisqu'il n'est pas possible techniquement d'individualiser ces deux catégories sur l'archipel.

² L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégories A et B/population active au dernier recensement (2010) ».

Reprise de l'investissement des entreprises

Après la baisse enregistrée au premier trimestre (-14,2 %, CVS), les importations de produits bruts repartent à la hausse (+4,7 %, CVS), portées par la reprise de l'activité du bâtiment, interrompue par la trêve hivernale. Le taux d'accroissement est similaire en glissement annuel (+6,8 %, CVS).

Après le sursaut enregistré en début d'année (+9,0 %, CVS), qui était venu interrompre trois trimestres successifs de recul, les immatriculations de véhicules utilitaires repartent à la baisse au deuxième trimestre (-11,3 %, CVS). Sur un an l'évolution est comparable, bien que de plus grande ampleur, le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires reculant de 30,9 % (CVS).

Au 30 juin 2015 les crédits d'investissement enregistrent leur quatrième trimestre consécutif d'augmentation (+10,2 %), un rythme de croissance bien supérieur à celui enregistré au trimestre précédent (+1,1 %). Le taux de croissance annuel s'accroît pour sa part de 23,2 % et les crédits d'investissement atteignent un plus haut à 32,9 millions d'euros.

Le taux de créances douteuses nettes des crédits aux entreprises, en baisse depuis le troisième trimestre 2013, s'établit à 2,5 % (-0,5 point). En glissement annuel, la tendance baissière se confirme (-2,0 points).

Amélioration des échanges commerciaux

Les importations poursuivent leur progression au deuxième trimestre (+4,3 %, CVS). Cette évolution est majoritairement attribuable au fort accroissement des importations en valeur de produits manufacturés (+15,4 %, CVS). De même les importations de produits alimentaires (+2,3 %, CVS) et bruts (+4,7 %, CVS) sont en augmentation. Seules les importations de produits pétroliers enregistrent une légère baisse (-2,5 %, CVS), mais restent à un niveau élevé pour la période.

Sur un an, la croissance des importations est plus marquée (+22,2 %, CVS), tirée par la très forte progression des importations de produits pétroliers (+130,1 %, CVS). Cela s'explique par des niveaux exceptionnellement faibles à la même période en 2014, résultant d'arrivées tardives de livraison d'hydrocarbures. Dans une moindre mesure, les importations de produits alimentaires (+13,3 %, CVS) contribuent également à expliquer cette hausse.

Après une année 2014 achevée en baisse, les exportations poursuivent au deuxième trimestre la progression entamée en début d'année (+37,9 % après +49,5 %, CVS, enregistré au premier trimestre). Cependant, en glissement annuel, les exportations sont en net repli (-58,8 %, CVS).

LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

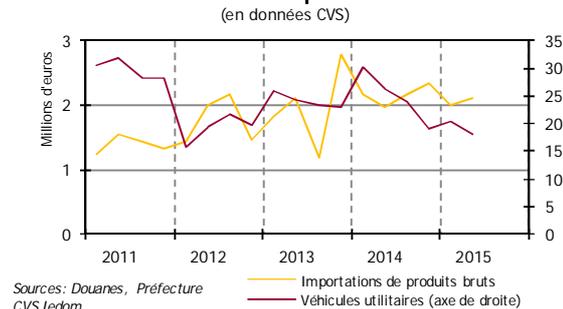
Evolution favorable de l'activité de pêche

Après un premier trimestre 2015 exceptionnel, tiré par des pêches inhabituelles de morue, les volumes de la pêche artisanale reviennent à la normale au deuxième trimestre (-35,8 %, CVS). Les prises de la pêche industrielle quant à elles enregistrent un léger accroissement (+1,8 %, CVS).

Sur un an l'activité de la pêche dans son ensemble est en progression. En effet, les prises de la pêche artisanale s'accroissent, bien qu'à un rythme moins important qu'au trimestre précédent (+12,1 % contre +60,7 %, CVS). La pêche industrielle, pour sa part, voit le volume de ses prises augmenter de 6,8 % (contre un repli de 25,4 %, CVS, au premier trimestre).

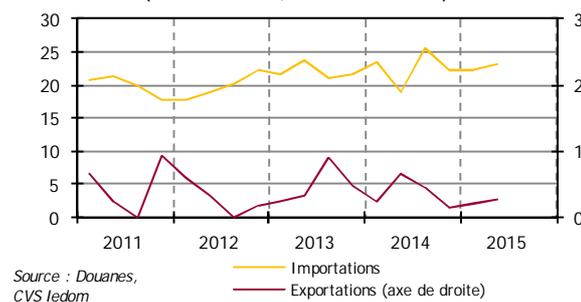
Les volumes des pêches industrielle et artisanale, dont les coquilles et le flétan noir constituent l'essentiel des prises (respectivement 31,1 % et 24,4 %), s'établissent à 495 tonnes ce trimestre.

Importations des biens destinés aux entreprises



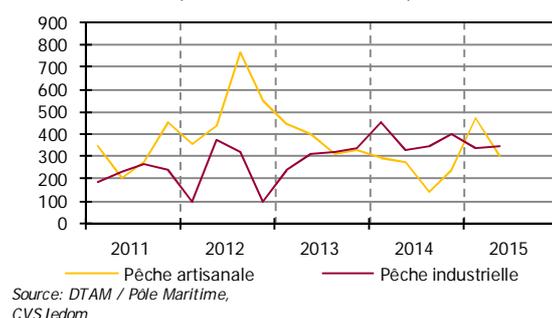
Échanges commerciaux

(en données CVS, en milliers d'euros)



Prises de pêches artisanale et industrielle

(en données CVS, en tonnes)



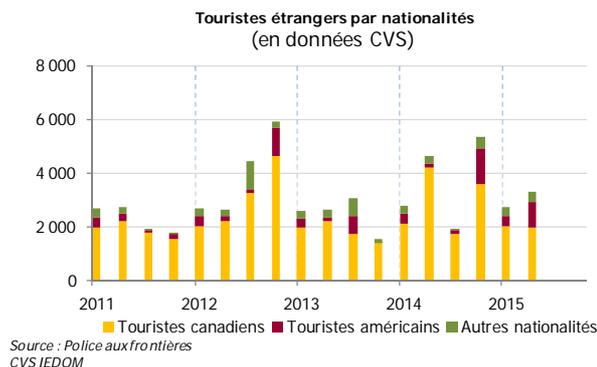
Rebond et diversification des entrées de touristes

Après un début d'année marqué par un fort recul (-26,8 %, CVS), le trafic total de passagers s'inscrit en hausse au deuxième trimestre (+7,2 %, CVS). Cette progression est principalement attribuable à la reprise du trafic maritime (+13,7 %). Le trafic aérien quant à lui augmente légèrement (+1,0 %, CVS). En glissement annuel, le trafic total de passagers s'inscrit en sensible hausse (+12,7 %, CVS).

Le nombre de touristes étrangers sur l'archipel est en progression sur le trimestre (+10,4 %). Les touristes américains et les touristes « d'autres nationalités » s'accroissent respectivement de 127,9 % et 21,7 % (CVS). Seuls les touristes canadiens enregistrent un recul (-1,5 %, CVS).

Sur un an, les entrées de touristes étrangers s'inscrivent en net repli (-29,3 %, CVS), en raison de la forte diminution de la fréquentation des touristes en provenance du Canada (-52,9 %, CVS), qui représentent en moyenne les trois quarts des entrées. De leur côté, les touristes américains voient leur nombre multiplié par six.

Cette évolution s'explique par la venue d'un bateau de croisière majoritairement composé de touristes américains.



ÉCONOMIE MONDIALE : UNE CROISSANCE À PLUSIEURS VITESSES

Selon les prévisions du FMI révisées en juillet 2015, la croissance de l'économie mondiale devrait rester globalement modérée en 2015 (+3,3 % après +3,4 % en 2014 et 2013), avec une hausse progressive dans les pays avancés et un fléchissement dans les pays émergents et les pays en développement. L'inflation semble avoir atteint un point bas et remonter légèrement dans de nombreux pays avancés, mais l'impact des facteurs désinflationnistes au premier semestre de 2015 a été plus vigoureux que prévu, en particulier aux États-Unis.

Aux États-Unis, après le fléchissement inattendu de l'activité au premier trimestre 2015, le PIB s'est accru de 0,6 % au deuxième trimestre. La demande intérieure est toujours soutenue par la croissance des salaires, la situation favorable sur le front de l'emploi, le bas niveau des taux d'intérêt et l'amélioration du marché immobilier. Le FMI table sur une croissance moyenne de 2,1 % en 2015, après 2,4 % en 2014.

En zone euro, la reprise semble plus ou moins en bonne voie, parallèlement à une légère remontée de l'inflation. Le PIB a progressé de 0,3 % au deuxième trimestre 2015, après +0,4 % au premier trimestre 2015. L'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, les faibles taux d'intérêt et l'affaiblissement récent de l'euro, portant la croissance annuelle à +1,5 %, après 0,8 % en 2014 et -0,4 % en 2013.

Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 14 août 2015, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2015, après une hausse de + 0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a fortement ralenti, tandis que l'investissement des ménages a une nouvelle fois diminué ; l'investissement des entreprises a crû faiblement. Le commerce extérieur a quant à lui été un facteur de soutien de l'activité. Le FMI prévoit toujours une croissance de +1,2 % pour la France en 2015 (après +0,2 % en 2014).

Au Japon, après une année 2014 décevante, un affermissement de la croissance est attendue en 2015 (+0,8% après -0,1% en 2014). En réponse à la dégradation de la situation économique à court terme (ralentissement des importations et de la consommation d'électricité, recul des exportations et de l'investissement dans l'industrie, déflation), les autorités chinoises ont décidé en août 2015 de déprécier de quelques points le taux de change du RMB. La transition à un nouveau modèle de croissance en Chine est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent les turbulences récentes. Le FMI a maintenu sa prévision d'une croissance du PIB de 6,8 % en 2015.

Compte tenu de la conjonction d'un certain nombre de facteurs conjoncturels (baisse des prix des produits de base et durcissement des conditions de financement) et structurels (rééquilibrage de l'économie chinoise et instabilités géopolitiques), le moindre dynamisme des pays émergents et en développement devrait se confirmer (+4,2 % prévu en 2015, après +4,6 % en 2014).

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE, BEA

Avertissement méthodologique : à partir du deuxième trimestre 2013, les données présentées sont, en général, corrigées des variations saisonnières. Le traitement peut être effectué par l'organisme producteur des données ou bien par l'IEDOM (méthode ARIMA X-12).

[Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr.](http://www.iedom.fr)

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. CARON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 10 septembre 2015 – Dépôt légal : septembre 2015 – ISSN 1952-9619